

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
17 mai 2000
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 17 mai 2000, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
de l'Ouganda auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous informer des progrès que les Gouvernements ougandais et rwandais font en matière de démilitarisation de Kisangani (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
Représentant permanent de l'Ouganda
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Semakula **Kiwanuka**

Annexe à la lettre datée du 17 mai 2000, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Ouganda auprès de l'Organisation des Nations Unies

L'Ouganda et le Rwanda s'entendent sur la marche à suivre

Le Président Yoweri Museveni et le Président Paul Kagame du Rwanda se sont rencontrés le 14 mai 2000 dans la ville de Mwanza, dans le nord de la Tanzanie, sous la présidence du Président Benjamin Mkapa de la République-Unie de Tanzanie.

À l'issue de leur rencontre de deux heures et demie, le Président Mkapa a informé les journalistes que la réunion avait offert aux deux dirigeants de l'Ouganda et du Rwanda la possibilité de faire véritablement renaître la confiance entre eux et qu'ils étaient convenus de surmonter toutes les difficultés qui avaient amené récemment leurs armées nationales à s'affronter à Kisangani.

Le Président Mkapa a dit que les deux dirigeants avaient procédé à un échange de vues très franc et très amical sur l'état de leurs relations. Ils ont affirmé leur attachement à la déclaration du 8 mai sur la démilitarisation de Kisangani et, à cet égard, ont décidé que les commandants de leurs armées respectives se rencontreraient le lundi 15 mai 2000 pour mettre au point le programme d'application intégrale de la déclaration.

Les Présidents Museveni et Kagame ont également réitéré leur attachement au processus de paix de Lusaka.
